
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51380

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

vente des biens nationaux et tente, dans un dernier chapitre d'esquisser les conséquences des événements à l'aube du XIX^e siècle.

Les conclusions soulignent les continuités plus que les ruptures. Et même les reculs. L'auteur souligne que la hausse de la rente foncière a largement compensé la diminution des charges féodales pour les fermiers; que les propriétaires non ruraux ont continué à n'effectuer que des réinvestissements très limités dans leurs domaines; que le recul relatif de la grande exploitation affermée a retardé l'évolution vers les formes capitalistes et même que le groupe dynamique des grands fermiers, en plaçant leurs capitaux dans l'achat de leur exploitation les a détournés de l'investissement productif.

Faut-il voir, dans ce maintien, par delà l'épisode révolutionnaire, qui aurait plutôt permis au statu quo ante de perdurer en bloquant les évolutions en cours, la cause du retard de la France dans le processus d'industrialisation? Avec François Crouzet et Robert Foster, Gerd van den Heuvel pose la question à la fin de son ouvrage.

Jean JACQUART, Paris

Steven Laurence KAPLAN, *Bread, Politics and Political Economy in the Reign of Louis XV*, 2 vol., la Haye (Martinus Nijhoff) 1976, 797 p. (Archives internationales des idées, 86).

L'ouvrage de Steven L. Kaplan, professeur d'histoire européenne à l'Université de Cornell, marque une étape dans le renouvellement de nos connaissances historiques sur les aspects politiques et sociaux de la question des subsistances dans la France d'Ancien Régime. Jean Meuvret, éminent spécialiste d'histoire économique et sociale, avait souligné les enjeux d'une recherche sur l'impact «public» de la question des subsistances dans les termes suivants: «Ce que nous avons appelé »le problème des subsistances« peut être envisagé au moins sur deux plans différents. D'une part les faits de structure et les phénomènes de conjoncture qui préparaient, annonçaient et amorçaient les grandes crises de disette peuvent être l'objet d'une étude» (tel est le cas des travaux de Jean Meuvret, en particulier »Le problème des subsistances à l'époque de Louis XIV«, Mouton, 1977) »Mais d'autre part... le problème des subsistances, c'est aussi l'ensemble des réactions que ces crises ont provoquées: administration et politique des subsistances et par ailleurs, répercussions sur la politique générale aussi bien extérieure qu'intérieure de l'Etat«. S. L. K. a largement réalisé, pour le règne de Louis XV, le souhait de l'historien français. La comparaison de l'étude de S. L. K. avec les publications anciennes mais toujours utiles de G. Weulersse sur »Le Mouvement physiocratique en France« (1910) met en évidence les nombreuses originalités du travail dont nous rendons compte.

Nouveauté d'abord au niveau des sources répertoriées et de leur utilisation. Une bibliographie de 73 pages (!) recense en premier lieu les archives et ouvrages de première main, puis en second lieu les ouvrages et articles érudits de seconde main. Les textes imprimés des contemporains du règne de Louis XV, systématiquement catalogués, sont confrontés, dans le fil du texte, avec des sources manuscrites d'une grande diversité: correspondances entre administrateurs, mémoires manuscrits, rapports de police, nouvelles »à la main«, textes parlementaires, documents fiscaux, archives familiales etc. ... L'enquête la plus poussée et la plus impressionnante porte sur les textes administratifs, de la simple lettre retrouvée dans un fonds d'archives départemental jusqu'au texte royal imprimé. L'originalité de certains chapitres – en particulier, celui sur la politique du contrôleur général des finances Terray (1769–1774) – repose, pour une grande part, sur un agencement subtil et érudit de textes administratifs éparpillés dans les fonds d'archives. Par ailleurs, la parution récente d'un second ouvrage intitulé *Le complot de famine: histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle* (traduction française, A. Colin, 1982) nous permet de comprendre le suivi d'une recherche, qui vise à utiliser, de façon

systematique, les séries textuelles simplement notifiées dans l'étape antérieure. C'est dire que l'ampleur des recherches de S. L. K. n'est pas encore mesurable.

Au plan méthodologique, l'approche peut sembler, au premier abord, tout à fait classique. L'historien américain décrit la politique de subsistances et ses effets selon les modèles d'analyse »exportés« par l'école des Annales. L'ouvrage de S. L. K. s'inscrit de plein droit dans le domaine de l'histoire des mentalités. Aussi bien la description de l'ancien système prohibitif, la fameuse »police des grains«, que la mise en place des étapes de la politique libérale récusent l'idée de »faits positifs« et privilégient les interrogations sur l'imaginaire social, la matérialité des rumeurs, des légendes et des savoirs positifs. Les chapitres sur Paris (VII) et les »blés du roi« (VIII) sont, à ce titre, des modèles du genre. Cependant, il nous est apparu, à la relecture, combien pouvait être réductrice, fautive même, l'appréhension du travail de l'historien américain comme simple »appendice« (certes de quelle ampleur!) des productions de l'école française des Annales. L'étude de S. L. K. est partie prenante dans un champ de recherche de grande importance Outre-Atlantique, l'histoire intellectuelle de l'Europe moderne. Dans ce champ en pleine évolution, nous assignons à S. L. K. une place stratégique dans la mesure où il interpelle les textes dans leur »horizon d'historicité«. Des chercheurs américains, classés habituellement comme historiens des idées, marquent une attention toujours plus grande pour la matérialité textuelle, voire même pour les procédures d'analyse linguistique. Une preuve suffit: dans un récent recueil d'articles à visée méthodologique – *Modern European Intellectual History* – Reappraisals and new perspectives, edited by D. Lacapra et S. L. Kaplan, Academic paperbacks, 1982 – l'une des contributions n'a-t-elle pas pour titre »Should Intellectual History take a linguistic turn?«! Par quelles voies l'ouvrage de S. L. K. aborde-t-il la question de la matérialité des textes dans leur historicité?

Un premier axe de réflexion concerne le rapport entre l'histoire intellectuelle et l'histoire des faits socio-économiques. Pour S. L. K., l'archive est toujours un lieu constituant de séries textuelles. Tout texte, y compris une série de chiffres sur le prix des grains, tend à construire lui-même son propre référent, à se donner une signification. Sans aller jusqu'à nier l'existence d'un réel hors des textes, l'historien américain illustre, par son travail, la tendance récente à vouloir décrire une réalité historique par la mise en relation de divers dispositifs textuels. L'influence de M. Foucault est ici fondamentale. Ainsi, à propos de la circulation d'une rumeur aux niveaux les plus divers de la société (par exemple le bruit insistant sur un monopole organisé par le gouvernement-le fameux »pacte de famine«), l'investigation référentielle n'est pas primordiale. Il ne s'agit plus de prouver ou d'improuver le réel du monopole. La rumeur, telle qu'elle apparaît dans une grande variété de documents, constitue l'un des dispositifs de mise en acte du problème des subsistances.

Le second problème soulevé par l'étude de S. L. K. concerne une relation généralement non questionnée par les historiens: la relation texte-contexte. Nous pouvons la formuler empiriquement de la façon suivante: quels rapports se sont instaurés entre des textes doctrinaux (pro-physiocratiques d'un côté, anti-économistes de l'autre) et un contexte politico-administratif particulièrement complexe? Comment ces rapports se sont-ils modifiés dans le double mouvement de la transformation des textes doctrinaux (par exemple, le passage de la critique libérale à la théorie systématique des économistes) et des mutations de la politique administrative (par exemple le retour au paternalisme après la période libérale)? La relation texte-contexte devient un problème et suscite des interprétations. Dans le cas présent, les réformes monarchiques à caractère libérale confrontées à l'usage public du raisonnement apparaissent intimement liées au souci de garantir la prospérité des élites nouvelles et d'instaurer une forme originale d'harmonie entre gouvernants et gouvernés. La relation texte-contexte est dialogique. Lettres administratives, propos de rues et discussions de salons créent un intertexte, dans lequel l'historien forge ses interprétations.

Keith Michael Baker, professeur d'histoire européenne à l'Université de Chicago, a attiré

notre attention, dans un compte-rendu détaillé du travail de S. L. K. (*State, Society and Subsistence in Eighteenth-Century France*, Review Articles, *Journal of Modern History* 50, 1978), sur un troisième axe de réflexion dans la problématique actuelle de l'histoire intellectuelle: le statut de l'événement. Nous savons que l'histoire de la naissance du libéralisme économique au XVIII^e, en France, est jalonnée d'événements spectaculaires: »l'Edit de liberté« de 1764, le »boom« produit par la parution des »Dialogues sur le commerce des bleds« en 1770, la »guerre des farines« en 1775 etc. . . . Avec le travail de S. L. K., l'événement prend naissance dans l'entrecroisement des textes, se construit à la fois en son centre – ses narrations – et sur ses limites – ses conditions d'émission, ses effets de lecture, ses réceptions.

Souligner l'effort méthodologique de S. L. Kaplan, c'est marquer une grande réussite: nous avoir permis enfin de comprendre le pourquoi et le comment d'un événement majeur dans la vie politique française de la seconde moitié du XVIII^e, le libéralisme économique.

Jacques GUILHAUMOU, Paris

Steven L. KAPLAN, *Le complot de famine: histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle*, Paris (Colin) 1982, 77 S.

Assurer aux hommes leur pain quotidien était un des grands défis portés à l'efficacité administrative de l'Ancien Régime. A intervalles plus ou moins réguliers, presque tous les pays européens connurent de graves problèmes alimentaires qui tendaient à aboutir à des crises économiques du »type ancien«. Quelles en étaient les causes? Elles furent, en effet, trop complexes pour se réduire simplement à la succession de bonnes, de médiocres et de mauvaises récoltes. Nous en avons, aujourd'hui, des notions bien différentes de celles que s'en étaient formées les contemporains affligés. Parmi celles-ci figurait en premier lieu le soupçon d'un affreux complot, du complot de famine. Les Mémoires du duc de Saint-Simon, lors du grand hiver des années 1709/10, en témoignent à maintes reprises: le ministère, quelques agents royaux, le roi lui-même, sont tour à tour soupçonnés d'une spéculation qui aurait renchéri les blés¹. Dans toutes ces crises de subsistance, les opinions, les imputations, l'hystérie même du peuple ont été pour beaucoup.

Après son œuvre magistral, »Bread, politics and political economy in the reign of Louis XV«, Steven L. Kaplan nous offre maintenant une analyse originale et richement documentée du rapport entre le roi français et ses sujets tel qu'il évoluait au cours des règnes de Louis XV et de Louis XVI. A cet effet, l'auteur étudie les disettes de 1725/26, de 1738/41, de 1747 et de 1751/52, et les crises plus étendues de 1765/70 et de 1771/75, telles qu'elles furent aperçues par le public de tous les niveaux sociaux. Comme le démontre l'exemple du duc de Saint-Simon, la conviction d'un complot ne fut point limitée aux couches inférieures de la société française. Cependant, l'intention de l'auteur n'est pas d'examiner le bien-fondé des rumeurs d'un complot – il avoue qu'en quelques cas, il y en ait des indices (p. 57, n. 5) –, mais plutôt la signification du »fait qu'on ait cru à leur existence« (p. 11).

Le roi et ses ministres furent obligés de veiller au bien public ce qui comprenait avant tout bien nourrir leurs sujets. Le roi et ses ministres furent de même soumis au scrutin universel de leurs peuples: s'étaient-ils bien acquittés de leur mission? Ainsi, la périodicité des crises alimentaires pouvait provoquer des crises périodiques de l'autorité et même de la sacro-sainteté royales. Ces

1 Relatif au grand hiver de 1709/10, il vaut toujours la peine de consulter Alfred de BOISLISLE, *Le grand hiver et la disette de 1709*, dans: *Revue des questions historiques* 73 (1903-1) p. 442-509, et 74 (1903-2) p. 486-542.